

Pour boucler son budget 2019, Michel devra dénicher 4,6 milliards

LE RÉSUMÉ

«**Le pic de croissance a déjà été atteint**», prévient le commissaire Philippe Donnay.

En 2018 et 2019, le **pouvoir d'achat** grimpera respectivement de 1,8% et 2%.

Entre 2018 et 2023, **249.000 personnes** seront venues gonfler les chiffres de l'emploi intérieur.

Le Bureau du plan a publié ses perspectives à l'horizon 2023. Malgré la croissance revue à la baisse, les nouvelles sont bonnes sur le front de l'emploi. Côté budget, par contre, cela se corse.

BENOÎT MATHIEU

L'économie belge est en phase d'atterrissage, illustre Philippe Donnay, en guise d'introduction aux perspectives économiques 2018-2023 mitonnées par

son Bureau du plan et publiées ce mercredi. «*Un atterrissage en douceur, certes, mais un atterrissage tout de même.*»

Prévisions qui, ajoute le commissaire, serviront de base aux partis politiques, censés soumettre au Plan pour chiffrage leurs priorités pour la campagne électorale de 2019.

Qu'en retenir? Ceci.

■ **Croissance.** En quelques semaines, les chiffres de la croissance ont perdu un peu de leur lustre. C'est la banque ING qui a tiré en premier, revoyant à la baisse ses perspectives pour 2018 et 2019. Depuis, beaucoup d'institutions ont suivi, dont le Plan et la Banque nationale. Le premier début juin, en tablant sur une progression du PIB de 1,6%; la seconde à la mi-juin, en se montrant un brin plus pessimiste, avec 1,5%. Périlés et vraisemblablement trop optimistes, les 1,8% et 1,7% admis jusque-là, et sur lesquels se fondaient les derniers scénarios budgétaires belges.

Hier, le Plan a rajouté des perspectives à moyen terme, tablant sur une croissance de 1,4% sur la période 2020-2023. «*Le pic de croissance a déjà été atteint*», souligne Philippe Donnay. Qui pointe de multiples raisons à ce ralentissement, allant de la hausse des prix pétroliers et des taux d'intérêts aux velléités de guerre commerciale affichées par les États-Unis et la Chine, en passant par l'incertitude politique baignant Espagne et Italie. Il n'empêche. Sur la période 2018-2023, la Belgique affiche une performance moyenne (1,5%) supérieure à celle enregistrée de 2012 à 2017 (1,1%).

■ **Pouvoir d'achat.** Le tax shift est passé par là, relève le Plan, puisqu'en 2018 et 2019, le revenu disponible réel des particuliers devrait croître respectivement de 1,8% et 2%. Mais là aussi, il est question d'atterrissage. «*En l'absence de nouvelle baisse des prélèvements obligatoires, la croissance du revenu disponible devrait retomber à une*

moyenne de 1,2% sur la période 2020-2023, malgré une hausse du salaire brut horaire en légère accélération (1%)», écrit le Plan.

■ **Emploi.** Entre 2018 et 2023, la population active devrait effectuer un fameux bond. «*L'emploi intérieur augmenterait de 249.000 personnes*, prévoit le Plan. Soit une hausse plus importante que celle enregistrée au cours des six dernières années», à savoir 188.000 têtes de pipe. De quoi redonner des couleurs au taux d'emploi belge, qui valserait de 68,5% en 2017 à 70,4% en 2020. Appréciable, mais toujours en deçà de l'objectif de 73,2% fixé par l'Europe. Qui ne serait toujours pas atteint en 2023 (71,9%).

Le corollaire, c'est que le taux de chômage diminue. Et passerait de 10,4% en 2017 à 9,5% en 2018, pour finir à 7,2% en 2023, «*soit le niveau le plus bas atteint depuis la seconde moitié des années 70*».

■ **Budget.** Voilà pour les bonnes nouvelles, en quelque sorte. Parce que les choses se corsent au chapitre budgétaire. Coût du vieillissement (pensions et soins de santé), sous-financement du tax shift, «*épuisement de la baisse de la charge d'intérêt*»: multiples sont les raisons faisant que, à politique inchangée, le déficit budgétaire se creusera tout seul comme un grand - et ce n'est pas la révision à la baisse de la croissance qui va arranger les choses. De 1% du PIB en 2018, le déficit nominal belge plongera à 1,4% en 2019, affirme le Bureau du plan, qui le voit ensuite s'établir à 1,8% en 2023.

Penchons-nous à présent sur le déficit structurel, c'est-à-dire débarrassé des aléas

de la conjoncture économique et des effets des mesures one shots. Lui qui doit être réduit à néant, la Belgique s'étant engagée à retrouver l'équilibre structurel d'ici 2020 - et encore, il était initialement question de 2018, puis 2019. Que dit le Bureau du plan? Que de 0,9% du PIB en 2017, le déficit structurel se dégradera à 1,4% cette année, à 1,6%

en 2019 et à 1,7% en 2020 - à politique inchangée, toujours. Et que, comme les comptes de la sécurité sociale ont plutôt bonne mine et que l'équilibre est à portée de main des entités fédérées et des pouvoirs locaux, l'essentiel de l'effort devra être fourni par l'étage fédéral de la maison Belgique.

Quel effort? En 2019, le gouvernement Michel s'est engagé, vis-à-vis de l'Europe, à réduire le déficit structurel à 0,6% du PIB. Pour ce faire, il devra dénicher quelque 4,6 milliards d'euros, estime le Plan. Et pour le retour à l'équilibre en 2020? Cette fois, l'addition se porte à 8,4 milliards. Costaud. Parce que dans les rangs gouvernementaux, jusqu'ici, on s'attendait plutôt à devoir fournir, en deux ans, un effort tournant autour des 5,7 milliards. Voilà donc le Plan qui rajoute 2,7 milliards sur le chemin, déjà ardu, menant à l'équilibre.

Il est une autre information, piquante, à retirer des tableaux dessinés par le Plan. Sur les réductions de dépenses (3,7% du PIB) effectuées et prévues de 2014 à 2020, un gros tiers (1,3%) est lié à la baisse des taux d'intérêt, qui tire la charge de la dette vers le bas. Un coup de pouce sur lequel il ne faudra plus compter à partir de 2021, cette contribution étant ramenée à zéro.

8,4
mrd€

Le chemin du retour à l'équilibre budgétaire structurel n'a rien d'une balade digestive. Selon le Plan, il faudra dégager 8,4 milliards.